



**Third
GEF
Assembly
2006**
Cape Town, South Africa

21 septembre 2006

**Résumé du président de la troisième Assemblée du FEM
Le Cap (Afrique du Sud)
29-30 août 2006**

Point 1 de l'ordre du jour

Séance d'ouverture

1. Le gouvernement hôte organise une cérémonie d'ouverture marquée par un spectacle de musique sud-africaine, qui fait intervenir des artistes locaux, et par les allocutions du ministre de l'Environnement, M. Marthinus van Schalkwyk, du premier ministre de la province du Cap occidental, M. Ebrahim Rasool, de la directrice générale et présidente du FEM, M^{me} Monique Barbut, et de la vice-présidente de la République sud-africaine, M^{me} Phumzile Mlambo-Ngcuka.

Point 2 de l'ordre du jour

Élection du président

2. M. Trevor Manuel, ministre des Finances de la République sud-africaine, est élu président.

Point 3 de l'ordre du jour

Élection des vice-présidents

3. M^{me} Anne Stenhammer, secrétaire d'État (Norvège) et M. Roberto Dobles Mora, ministre de l'Environnement (Costa Rica) sont élus vice-présidents.

Point 4 de l'ordre du jour

*Adoption de l'ordre du jour et organisation
des travaux*

4. L'Assemblée approuve l'ordre du jour provisoire distribué aux Participants sous la cote GEF/A.3/1/Rev.1 et l'organisation des travaux proposée dans l'ordre du jour provisoire annoté (GEF/A.3/2).

5. Lors de l'examen de l'ordre du jour provisoire, un certain nombre de délégations demande que le Dispositif d'allocation des ressources (DAR) approuvé par le Conseil fasse partie des questions à étudier. Le président fait observer que cette question sera examinée dans le cadre des tables rondes et que les délégations auront la possibilité d'en débattre lorsque les coprésidents de ces groupes de réflexion présenteront les points saillants de leurs travaux en séance plénière.

Point 5 de l'ordre du jour

Déclarations des organes et partenaires du FEM

6. Les représentants des trois Agents d'exécution du FEM, les secrétaires exécutifs des conventions internationales sur l'environnement dont le FEM est le mécanisme financier ou un des rouages de ce mécanisme, les représentants des Organismes d'exécution et un représentant des ONG font une déclaration.

Point 6 de l'ordre du jour

Rapport sur les Membres

7. Ayant examiné le document GEF/A.3/3 intitulé *Membres du FEM*, l'Assemblée

- a) souhaite la bienvenue à la Guinée équatoriale, à la République démocratique de Timor-Leste et à la République du Monténégro, qui ont rejoint le FEM depuis la deuxième Assemblée ;
- b) demande au Secrétariat de travailler avec tous les pays participants pour faire en sorte qu'ils deviennent membres d'un groupe de pays du FEM ;
- c) encourage les États qui n'ont pas encore rejoint le FEM à le faire dès lors qu'ils sont membres des Nations Unies ou de l'une de leurs institutions spécialisées, et plus particulièrement parties à au moins une des conventions internationales sur l'environnement.

Point 7 de l'ordre du jour

Rapport sur la Caisse du FEM

8. L'Assemblée prend note du document GEF/A.3/4 intitulé, *Pouvoir d'engagement pendant FEM-3 : Rétrospective*, présenté par l'Administrateur de la Caisse du FEM.

Point 8 de l'ordre du jour

Modification de l'Instrument

9. L'Assemblée examine les deux amendements de l'Instrument proposés par le Conseil (document GEF/A.3/5). Elle n'approuve pas le premier amendement du paragraphe 13 de l'Instrument, qui concerne la fréquence de ses réunions.

10. L'Assemblée approuve le deuxième amendement, qui modifie le paragraphe 17 de l'Instrument. Le paragraphe modifié indique que le Conseil se réunit au siège du Secrétariat, sauf s'il en décide autrement. La décision de l'Assemblée est jointe en annexe.

Point 9 de l'ordre du jour

*Rapport sur la quatrième reconstitution
de la Caisse du FEM*

11. Confirmant l'importance du FEM, mécanisme unique de prise en compte des problèmes environnementaux à caractère mondial, l'Assemblée se félicite de l'aboutissement de la quatrième reconstitution de la Caisse du FEM, à laquelle ont contribué 32 pays à hauteur de 3,13 milliards de dollars. Elle constate que la reconstitution des ressources de la Caisse du FEM renforcera l'institution et lui permettra d'accroître son aide à l'application des accords

internationaux sur l'environnement dont le FEM est le mécanisme financier ou un des rouages de ce mécanisme. Elle remercie tous les bailleurs de fonds, notamment ceux qui ont fait un effort particulier, versant une contribution supérieure à leur part de base pour que l'enveloppe approuvée dépasse celle de FEM-3. L'Assemblée exprime tout particulièrement sa gratitude aux nouveaux bailleurs de fonds qui ont annoncé leur contribution à la quatrième reconstitution des ressources.

Point 10 de l'ordre du jour Bilan des résultats obtenus et des difficultés rencontrées par le FEM

12. L'Assemblée se félicite de la réalisation du *Troisième bilan global du FEM* qui donne une vue d'ensemble des résultats obtenus par le FEM face aux problèmes environnementaux de dimension mondiale et examine le fonctionnement du Fonds en tant que réseau et partenariat d'institutions et d'organisations. Elle prend bonne note des constatations et recommandations de la mission chargée de cette étude et d'autres rapports d'évaluation préparés au cours de FEM-3 et demande au Conseil de continuer à suivre l'évolution constante des opérations du FEM à l'aide des rapports préparés par le Bureau de l'évaluation. Elle prie également le Conseil de veiller à la préparation d'un quatrième bilan global du FEM, qui sera présenté à sa prochaine réunion.

Point 11 de l'ordre du jour Problèmes nouveaux et lacunes à combler au plan scientifique et technologique

13. L'Assemblée se félicite du rapport présenté par le STAP sur les travaux qu'il a menés pendant FEM-3 et sur les perspectives d'évolution et faits nouveaux dans le domaine de la science et de la technologie.

Point 12 de l'ordre du jour Allocutions au nom des groupes de pays et allocutions ministérielles

14. Les représentants des pays ou groupes de pays membres du FEM prononcent une allocution, donnant leur avis sur les points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée. Des ministres ne représentant pas des groupes de pays interviennent également pour donner le point de vue de leur gouvernement sur les questions figurant à l'ordre du jour. Les déclarations écrites communiquées à l'Assemblée sont placées sur les pages web de l'Assemblée (www.theGEF.org/Assembly).

15. Les points saillants de ces interventions sont les suivants.

Urgence de la protection de l'environnement de la planète

16. Plusieurs intervenants rappellent que l'Évaluation des écosystèmes pour le nouveau millénaire signale que deux tiers des services écosystémiques de la planète sont en recul. D'autres soulignent que les pauvres sont les premières victimes du changement climatique, insistant sur la nécessité de mettre l'accent sur l'adaptation aux méfaits de cette modification du climat. Les menaces qui pèsent sur le patrimoine écologique du globe sont éminentes et de plus en plus graves.

17. Plusieurs délégations font observer que l'application du plan de mise en œuvre de Johannesburg et la réalisation de l'objectif environnemental de la Déclaration du Millénaire ont enregistré certains progrès, mais que la tâche reste considérable et que la communauté internationale doit d'urgence unir ses efforts pour s'attaquer aux problèmes environnementaux à caractère mondial. Il est rappelé que la gestion durable de l'environnement mondial passe par l'application des conventions internationales sur l'environnement. Mécanisme financier des Conventions, ou rouage de ce mécanisme, le FEM a un rôle clé à jouer, fournissant une aide multilatérale pour améliorer l'état environnemental de la planète.

18. De nombreuses délégations se félicitent de l'aide que leur pays a reçue du FEM, relevant les effets positifs que l'action de l'institution a au niveau national. Les projets du FEM sont appréciés car il renforce la capacité des pays à gérer l'environnement de façon durable.

Environnement et développement

19. De nombreuses délégations soulignent la nécessité d'intégrer la protection de l'environnement au développement économique, thème central du Sommet mondial sur le développement durable. Elles appellent les pays et le FEM à travailler de concert pour intégrer la protection de l'environnement mondial aux politiques et plans de développement national et aux politiques sectorielles. Une saine gestion de l'environnement contribue pour beaucoup au recul de la pauvreté et à l'aboutissement de la Déclaration du Millénaire pour le développement.

20. Plusieurs intervenants font observer qu'il faut s'assurer de l'attention du public pour susciter une large adhésion aux mesures nécessaires à une gestion solide de l'environnement mondial.

Quatrième reconstitution des ressources du FEM

21. Toutes les délégations remercient les bailleurs de fonds des efforts qu'ils ont déployés pour qu'aboutisse la quatrième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM, mais beaucoup d'entre elles notent que les financements prévus sont insuffisants pour permettre au FEM de s'acquitter de son mandat, notamment du fait des besoins croissants que fait naître l'application des conventions internationales sur l'environnement. Certaines délégations indiquent qu'il est important de mobiliser des ressources supplémentaires et d'autres fonds pour financer les activités de protection de l'environnement mondial.

Gouvernance

22. Plusieurs délégations se félicitent des réformes menées à bien pendant FEM-3 et de la poursuite de cette action pendant FEM-4 pour rendre l'institution encore plus robuste. De nombreuses délégations se réjouissent des conclusions de la mission chargée du troisième bilan global du FEM, qui constate que l'institution obtient des résultats appréciables, surtout au niveau des effets des actions menées, dans les domaines d'intervention « diversité biologique », « changements climatiques », « eaux internationales » et « appauvrissement de la couche d'ozone ».

», et qu'elle devrait connaître le même succès dans le cadre de ses deux nouveaux domaines d'intervention, « dégradation des sols » et « polluants organiques persistants ».

23. Plusieurs délégations considèrent que l'Assemblée doit être l'instance suprême de décision et demande un réexamen de la structure de gouvernance du FEM. Cet examen devrait notamment porter sur la composition et la répartition des groupes de pays au sein du Conseil.

Dispositif d'allocation des ressources (DAR)

24. L'incidence du DAR sur les petits pays vulnérables qui devront se répartir des ressources limitées suscite un certain nombre d'inquiétudes. Certaines délégations demandent que des ressources supplémentaires, distinctes de l'allocation prévue, soient allouées aux pays à l'économie peu développée pour les aider à renforcer leur capacité à améliorer leurs résultats et leur accès au FEM. Beaucoup soulignent la nécessité d'un renforcement des capacités des points focaux nationaux et des groupes de pays.

25. L'importance de l'examen à mi-parcours du DAR qui permettra de déterminer l'impact du nouveau régime de répartition des ressources et de communiquer au Conseil les enseignements qui en découlent est soulignée. Certaines délégations demandent que cet exercice porte aussi sur l'équilibre et les relations entre les indices de résultat et de potentialité du FEM.

26. Plusieurs délégations soulèvent différentes questions concernant les indices de potentialité utilisés dans le DAR et demandent de tenir plus systématiquement compte des facteurs de vulnérabilité, des priorités nationales et des ressources naturelles, marines comme terrestres, des pays.

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD)

27. Constatant l'importance de la gestion durable des sols, de nombreuses délégations demandent que des ressources supplémentaires soient consacrées à cette question. De nombreuses délégations demandent que l'Instrument du FEM soit modifié pour tenir compte de la désignation du FEM comme rouage du mécanisme financier de la CNULD. Ces délégations se félicitent de la décision du Conseil qui a demandé au Secrétariat de présenter à sa réunion de décembre 2006 un document analysant les conséquences juridiques, opérationnelles et financières d'une telle modification. Les délégués se réjouissent également que le Conseil ait convenu, en cas d'approbation de la ladite modification, de l'appliquer de bonne foi jusqu'à son adoption officielle par la prochaine Assemblée.

Secteur privé

28. Plusieurs délégations soulignent la nécessité d'accroître le financement par le secteur privé des activités de protection de l'environnement et se réjouissent de l'émergence des nouveaux marchés du carbone et de la rémunération des services écologiques. Elles insistent sur la contribution du marché à la protection de l'environnement et rappellent que l'inaction a un coût exorbitant. Un certain nombre de délégations appellent le FEM à appliquer activement une stratégie de mobilisation du secteur privé pendant FEM-4.

Pays moins avancés (PMA) et petits États insulaires en développement (PEID)

29. De nombreuses délégations demandent de privilégier les besoins et les facteurs de vulnérabilité des PMA.

30. Notant que les petits États insulaires en développement sont particulièrement exposés aux risques de dégradation de l'environnement, plusieurs délégations demandent d'accroître l'aide à ces pays. Il est pris bonne note de l'importance des projets régionaux et des transferts de technologie entre PEID.

Programme de microfinancements

31. Plusieurs délégations relèvent l'importance du rôle du Programme de microfinancements qui aide les populations locales et la société civile à contribuer à la gestion de l'environnement à l'échelon local.

Point 13 de l'ordre du jour Tables rondes de haut niveau réunissant les ministres et d'autres chefs de délégation

32. Les ministres et d'autres chefs de délégation participent à trois tables rondes sur les thèmes suivants :

Table ronde 1 : Financement de l'application des conventions internationales sur l'environnement par des mécanismes obéissant aux lois du marché

Coprésident	M. Thomas Kolly, ambassadeur, Office fédéral de l'environnement, Suisse
Coprésident	M. Achim Steiner, directeur exécutif du PNUE
Intervenant	M. Mohammed Valli Moosa, président de ESKOM, Afrique du Sud
Intervenant	M. Klaus Toepfer, ex-directeur exécutif du PNUE et ex-ministre de l'Environnement, Allemagne

Table ronde 2 : Changements climatiques : Atténuation et adaptation

Coprésidente	M ^{me} Elizabeth Thompson, ministre de l'Énergie et de l'Environnement, Barbade
Coprésident	M. Corrado Clini, directeur général, ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, Italie
Intervenant	M. Al Binger, ex-directeur, Center for Environment and Development, University of the West Indies

Intervenant M. Steen Jorgensen, directeur, développement social, Banque mondiale

Table ronde 3 : *Définition des priorités nationales et affectation des ressources à l'appui des résultats obtenus au niveau des pays*

Coprésident M. Li Yong, vice-ministre, ministère des Finances, Chine

Coprésident M. Roger Ehrhardt, directeur général, Agence canadienne de développement international, Canada

Intervenant M. Trieu Van Be, vice-ministre, ministère des Ressources et de l'Environnement, Viet Nam

Intervenant M. Raymond Fernandez, sous-secrétaire adjoint, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, France

Point 14 de l'ordre du jour Rapport sur la vérification des pouvoirs

33. Le Bureau présente son rapport de vérification des lettres de créance en séance plénière.

Point 15 de l'ordre du jour Présentation orale des points saillants des travaux des tables rondes

34. Intervenant en séance plénière, les coprésidents de chacune des tables rondes présentent oralement une synthèse de leurs travaux, dont les points saillants sont les suivants :

Points saillants des travaux de la table ronde 1 présentés par les coprésidents : Financement de l'application des conventions internationales sur l'environnement par des mécanismes obéissant aux lois du marché

35. À eux seuls, les mécanismes faisant appel au marché ne suffisent pas pour protéger l'environnement. Il s'agit d'un bien public dont la gestion incombe en premier lieu à l'État. Le secteur privé s'intéresse surtout à la recherche de profits.

36. Bien conçus, les mécanismes de marché peuvent toutefois beaucoup contribuer à l'amélioration de la gestion de l'environnement. Le jeu du marché est déjà une réalité dans plusieurs secteurs tels que le tourisme et la gestion des déchets. Il existe des succès, mais aussi des échecs.

37. *Le rôle du FEM et de ses partenaires* : Il est important que le FEM et ses partenaires (gouvernements, Agents et Organismes d'exécution, secteur privé et société civile) servent de moteurs à la création de nouveaux marchés et à l'amélioration de l'efficacité technique. Les investissements du FEM qui visent à lever les obstacles à l'intervention du secteur privé sont un point de départ important. Il s'agit notamment de :

- a) contribuer à l'adoption de politiques publiques et d'une législation favorables ;
- b) renforcer les structures de réglementation du marché ;
- c) stimuler la demande, par exemple, en appuyant les efforts nationaux qui visent à mettre en place des outils tels que la certification, les normes et l'étiquetage écologiques des produits ;
- d) encourager les partenariats public-privé ;
- e) jouer un rôle moteur dans la mobilisation de cofinancements à des conditions libérales ou fournis par le secteur privé (par exemple en combinant et échelonnant le recours à différentes sources de financement) ; et
- f) aider les partenaires à surmonter les risques d'investissements inhérents aux nouveaux marchés.

*Points saillants des travaux de la table ronde 2 présentés par les coprésidents :
Changement climatique : Atténuation et adaptation*

38. Une table ronde est organisée sur le thème de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ce changement. Tous les intervenants s'accordent à dire que les mesures à prendre doivent porter à la fois sur la réduction des émissions de GES et l'adaptation aux méfaits déjà constatés. Les points suivants sont une synthèse limitée des échanges de vues très riches et très encourageants qui se sont déroulés sur ce thème.

- a) *Vulnérabilité (et adaptation) :* L'atténuation renvoie à « des responsabilités communes mais différenciées », l'adaptation à des « effets communs mais différenciés ». Tous les pays doivent faire face à une variabilité accrue du climat, mais la nature des besoins précis d'adaptation varie. L'incertitude ne doit pas être une excuse pour ne pas hiérarchiser les mesures d'adaptation et prévoir leur financement.
- b) *Transfert et adoption de technologies :* Le transfert de connaissances, le renforcement des capacités, les politiques publiques et les ressources financières sont tous des éléments nécessaires pour transformer les marchés des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie, et développer le recours aux technologies d'adaptation.
- c) *Financement :* Le FEM obtient des résultats très concluants et continuera sur cette voie, mais ses ressources, toujours insuffisantes, doivent être utilisées plus efficacement du point de vue des coûts et des résultats pour avoir un impact sur la satisfaction des besoins en matière d'atténuation et d'adaptation.
- d) *Renforcement des capacités :* Les besoins en la matière doivent être réexaminés. C'est un secteur d'intervention important, mais les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes. Peut-être s'agirait-il davantage de « libérer les capacités ».
- e) *Prise en compte du changement climatique dans tous les secteurs :* Le changement climatique n'est pas une question environnementale, mais

transsectorielle, et les ministères des Finances doivent être impliqués. En matière d'atténuation et d'adaptation, les dimensions environnementale et financière doivent être toutes deux prises en compte.

*Points saillants des travaux de la table ronde 3 présentés par les coprésidents :
Définition des priorités nationales et affectation de ressources à l'appui de l'impact des
projets au niveau des pays*

39. S'agissant de la définition des priorités nationales et de la hiérarchisation des priorités environnementales au niveau des pays, les participants rappellent l'importance des aspects suivants :

- a) étroite coordination entre administrations
- b) concertation multipartite
- c) institutions bien conçues, et suivi et évaluation solides.

40. Ils signalent également les points suivants :

- a) difficultés créées par le manque de capacités et par l'insuffisance des ressources disponibles pour prendre en compte les priorités retenues
- b) manque de sensibilisation à l'environnement dans le pays.

41. S'agissant du DAR, les questions et problèmes soulevés sont notamment les suivants :

- a) incidence possible du DAR sur les PEID et sur les programmes régionaux
- b) conséquences négatives possibles sur les pays aux faibles capacités
- c) place insuffisante des ressources marines dans l'indicateur pour la biodiversité
- d) manque de transparence des critères utilisés et rôle insuffisant de l'Assemblée du FEM dans le processus
- e) impact du DAR sur les relations du FEM avec les instances des Conventions
- f) de nombreux pays proposent la mise au point d'un indice de vulnérabilité pour prendre en compte les conditions de participation des pays pauvres.

Point 16 de l'ordre du jour Synthèse du président

42. Après consultation avec le Bureau, le président communique le présent résumé des travaux de l'Assemblée réunie en plénière.

43. En présentant sa synthèse, le président note que différentes réunions et manifestations ont été organisées en marge de l'Assemblée et confirme que leurs résultats, une fois présentés au Secrétariat, seront placés sur le site web du FEM dans le cadre des comptes rendus des travaux de l'Assemblée du FEM et des réunions connexes.

Point 17 de l'ordre du jour Clôture

44. La directrice générale et présidente du FEM et le président de l'Assemblée prononcent une allocution de clôture.

Remerciements au Gouvernement sud-africain

45. L'Assemblée exprime toute sa gratitude au Gouvernement et au peuple sud-africains, hôtes de l'Assemblée, pour leur générosité, leur hospitalité et les dispositions prises à l'égard de tous les Participants.

Annexe : Décision de l'Assemblée

La troisième Assemblée du FEM,

Vu le paragraphe 34 de l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial

Ayant examiné les amendements recommandés par le Conseil,

1. Approuve par consensus la modification suivante à apporter à l'Instrument :

Le paragraphe 17 de l'Instrument est modifié comme suit :

« Le Conseil se réunit deux fois par an ou aussi fréquemment que nécessaire pour être à même de s'acquitter de ses responsabilités. **Il se réunit au siège du Secrétariat, sauf s'il en décide autrement.** Le quorum est fixé aux deux tiers des Membres du Conseil. »

2. Invite la directrice générale et présidente du FEM à soumettre cette modification aux Agents d'exécution et à l'Administrateur et à leur demander de l'adopter conformément à leurs règles et procédures respectives.
3. Invite la directrice générale et présidente du FEM à informer tous les Participants de l'entrée en vigueur de cette modification une fois approuvée par les Agents d'exécution et l'Administrateur.